

PATRICK POUYANNE

PDG de Total

Thierry de Montbrial

Laurent Fabius est volontariste, mais tel que je le connais, Patrick Pouyanné l'est aussi.

Patrick Pouyanné

Je rajouterais volontariste et pragmatique.

Le changement climatique est un sujet qui est éminemment complexe, car c'est un sujet global. Vous parlez de gouvernance. Mais il n'y a pas de gouvernance globale de la planète. Nous avons essayé d'en construire une après la Seconde Guerre, et ce qui me frappe est que nous observons une certaine tendance à vouloir la dissoudre. C'est-à-dire qu'alors que l'on veut d'un côté traiter d'un problème global et complexe où il faut unir les efforts de tous, on voit une tendance géopolitique de fracturation, voire de démantèlement par certaines grandes puissances des fonctionnements qui cherchent à réguler la mondialisation et l'interdépendance.

De même, lorsque l'on regarde la relation entre les États et l'énergie, chaque État pense à l'énergie de façon égoïste, considérant que l'une de ses missions est la sécurité de l'approvisionnement de son pays. Or l'énergie certes n'est pas la seule à la source du changement climatique, mais représente environ 60 % des émissions de gaz à effet de serre. Là encore, chaque État mène une politique à ses bornes alors que nous avons affaire à un problème global. L'Europe est le parfait exemple de cette contradiction. D'un côté, l'Europe prône une ambitieuse politique européenne du climat, mais en même temps, il y a 28 politiques nationales de l'énergie. Or nous ne pourrions pas avoir une politique européenne du climat si nous n'avons pas une vraie politique européenne de l'énergie. Une politique européenne de l'énergie signifie avoir une vision commune du système énergétique européen, donc de l'indépendance énergétique du continent. Mais cela nous ne voulons pas l'avoir, nous Français en tête, alors que l'Europe est née de la communauté du charbon (énergie !) et de l'acier.

Il y a ensuite les citoyens, les consommateurs. Où qu'ils soient dans le monde, lorsque l'on leur parle d'énergie, ils ont trois exigences.

Tout d'abord, ils veulent avoir accès à l'énergie. Ils veulent qu'elle soit fiable et tout le temps disponible. Récemment, le système électrique californien a déconnecté pendant cinq jours. Un des États qui se veut le plus climato-compatible et de politique environnemental avant-gardiste a dû faire face à une rupture d'énergie. Il y a des peuples dans le monde où les gens n'ont pas accès à l'énergie. Il y a un milliard des habitants de cette planète qui n'ont pas accès à l'électricité. En vérité, le monde de l'Accord de Paris, si on veut faire un bouclage complet entre objectifs climatiques et croissance de la population, c'est un monde qui doit décroître économiquement. Car une population qui croît de sept à neuf milliards et dont on arrive à stabiliser la consommation d'énergie à peu près au niveau actuel, on ne l'a jamais fait dans le cadre de l'humanité. Cela suppose un effort d'efficacité énergétique que l'on n'a jamais atteint... Plus de 3% par an contre une moyenne historique de 1.5%. Donc, cela veut dire quelque part qu'il y a une hypothèse sous-jacente de faible croissance économique... ou qu'une partie significative de la population n'aurait pas accès à l'énergie. Mais tous les citoyens du monde ont une première exigence : ils veulent tous l'accès à l'énergie.

Deuxième exigence vis-à-vis de l'énergie, les citoyens, les consommateurs veulent qu'elle ne soit pas chère, qu'elle soit abordable. Car c'est un bien essentiel. C'est presque un dû. La relation au prix de l'énergie est émotionnelle, même dans des pays développés. Dès que l'on augmente trop le prix de l'essence, il y a une forte réaction collective car c'est un bien essentiel. 75 % des gens en France utilisent une voiture pour aller travailler tous les matins. Ils ne sont pas tous à Paris à pouvoir utiliser les systèmes multi modaux. Enfin, ils sont consommateurs et citoyens, mais les deux cerveaux ne se connectent pas complètement car la troisième exigence, celle du citoyen, ils veulent que l'énergie

soit respectueuse de l'environnement... sans qu'elle ne coûte plus cher ! Le sujet climatique renvoie donc à cette conscience de la fragilité de la planète.

C'est là où je me permettrai de mettre un bémol à ce qu'a dit Laurent Fabius. Il est très clair que ce phénomène de forte conscience des enjeux climatiques globaux s'observe dans les pays développés. Nos jeunes se disent en effet qu'ils seront là dans 50 ans et ils considèrent que notre génération ne fait pas ce qu'il faut pour eux. Les jeunes manifestent donc et le disent fortement. Mais, pour être honnête, moi qui passe mon temps à voyager entre les deux mondes (celui des pays développés et celui des pays en voie de développement), j'observe que dans les pays émergents, la conscience du sujet climatique est beaucoup moins forte que dans les pays développés. Certes, il y a un sujet d'environnement local qui est le sujet de la qualité de l'air dans les grandes villes indiennes et chinoises. Et parfois les solutions peuvent se rejoindre, mais ce n'est pas tout à fait le même sujet que le problème global. Dans cette partie du monde, et c'est d'ailleurs tout le débat diplomatique sous-jacent à l'Accord de Paris, est que la priorité est le développement : ils veulent d'abord sortir leur population de la pauvreté.

Alors, notre planète est au cœur de pleins de contradictions. D'un côté, tous les leaders du monde se réunissent à New York pour déclamer tous ensemble : « 1,5° » pendant que l'année dernière les investissements mondiaux dans le charbon ont encore augmenté. C'est cela la vraie vie de la planète sur laquelle nous sommes. Pourquoi ces investissements ont-ils augmenté ? Quand vous êtes aux Philippines ou au Vietnam et que vous avez besoin d'avoir plus d'énergie pour vous développer, l'énergie la moins chère aujourd'hui est le charbon. Vous avez en plus des financements qui vous sont apportés par un certain nombre de pays.

De ce point de vue-là, quel est d'ailleurs le substitut au charbon ? Ce ne sont pas les énergies renouvelables. Celles-ci sont une partie du système énergétique. Cependant, comme la priorité est d'avoir un système énergétique fiable, pérenne, qui assure la saisonnalité de la demande et qui refuse l'intermittence, il faut offrir à ces pays une alternative et l'alternative est une des énergies fossiles, la moins émettrice d'entre elles, à savoir le gaz naturel. Tant que l'on continuera à vouloir mettre toutes les énergies fossiles dans le même sac en disant que l'on veut se débarrasser de tout, on ne construira pas un système énergétique durable et sérieux à horizon 2040 ou 2050 qui réponde aux attentes de développement des pays émergents. Quand je dis qu'il faut du gaz naturel, je veux ajouter que pour assurer la neutralité carbone (que l'Accord de Paris prévoit dans la deuxième moitié du siècle et non pas en 2050 ; c'est une dérive actuelle collective de certains qui ont signé l'accord), il faut développer des technologies pour éliminer les surplus de gaz à effet de serre. Car ceux qui pensent que l'on pourrait être dans un monde sans aucune émission de carbone font une erreur fondamentale. Il faudrait sinon renoncer à beaucoup de choses. On ne sait pas faire de ciment ni d'acier sans une énergie qui s'appelle le pétrole. On a besoin d'une source d'énergie dont la densité énergétique soit forte. Il faut donc développer ces technologies qui compenseront les émissions de carbone. Au passage, parmi les technologies de neutralité carbone, la plus efficace est la reforestation, ce qui suppose l'arrêt de la déforestation. Les puits de carbone les plus efficaces économiquement sont la forêt et la remise en état des sols dégradés. Cela coûte en gros 5 à 10 \$ la tonne et non pas 100 \$ la tonne.

Car, sur tous ces sujets-là, il faut donc une économie du prix du carbone. J'en suis le premier avocat. Pour l'instant, c'est un échec collectif. Nous n'y arrivons pas. Nous n'y arrivons pas parce que certaines grandes économies ont du mal à l'accepter. Nous n'y arrivons pas parce que si nous mettons un prix sur le carbone, cela augmente le prix de l'énergie et qu'il faut donc l'accompagner de politiques massives d'économies d'énergie. Il faut alors mettre en place des systèmes redistributifs pour rendre au consommateur une partie de ce qu'on veut leur taxer pour inciter des comportements vertueux et économes en énergie.

Ne vous trompez pas. Si nous produisons du pétrole, c'est qu'il y a des clients. Nous ne consommons pas du pétrole parce que des entreprises produisent du pétrole. Je voudrais au passage rappeler que 60 % de la production du pétrole est réalisée par des sociétés nationales d'Etat. Les sociétés privées ne représentent pas la majorité de la production de pétrole. Même si Total s'arrête de produire du pétrole, étant donné que Total représente à peine 1 % de la production mondiale, il y aura peut-être un impact sur le prix du pétrole, mais cela n'aura aucun impact sur le fait qu'il y aura toujours une demande de pétrole. Au passage, ce sont les États qui sont signataires de l'Accord de Paris et non pas les entreprises. Et je rappelle que si on prend la somme de toutes les contributions nationales des Etats signataires (les fameux NDC), on était sur une trajectoire de 3°C et non pas inférieur à 2°. C'est une erreur de dire aujourd'hui qu'il faut accélérer et être immédiatement sur la trajectoire de 1,5° et être neutre en 2050. L'Accord de

Paris est un accord intelligent puisqu'il prévoit une dynamique positive. Les États se sont par contre dit dans une dynamique positive qu'ils allaient continuer à améliorer petit à petit leurs contributions, qu'il fallait être optimiste puisque de nouvelles technologies apparaîtront. Il n'y a donc rien d'étonnant à dire aujourd'hui que nous ne sommes pas sur la trajectoire. Quand on découvre aujourd'hui que nous sommes sur une trajectoire de 3°, c'était écrit. On fait semblant de le découvrir. J'ajoute que si on lit complètement le rapport du GIEC et si on croit à la théorie scientifique du budget carbone, pour être à 1,5°, il faudrait alors arrêter net tout de suite toute émission de gaz à effet de serre ! C'est ce que dit ce rapport.

Nous avons aujourd'hui d'un côté une conscience collective de prise de responsabilité mais cela ne suffit pas, il faut agir. C'est pour ça que j'ai parlé de volontarisme pragmatique : il faut agir. Si je n'avais qu'un message à transmettre à la gouvernance mondiale, ce serait celui-ci : « comment faisons-nous collectivement pour arrêter d'augmenter les investissements dans le charbon alors que nous savons tous que c'est la source primaire des émissions ? ». Je vous rappelle que le charbon fait encore 27 % du mix énergétique mondial. Comment faisons-nous pour obtenir un tel accord ? J'aurais été ravi de voir sortir du G7 ou du G20 un accord de ce type. Comment faisons-nous pour arrêter la déforestation nette de la planète ? Si on était capable de préserver les puits naturels de carbone, on commencerait peut-être à voir un début de chemin. On ne peut pas s'en remettre seulement aux énergies renouvelables pour régler le problème... Cela va prendre déjà beaucoup de temps. Il s'agit d'investir des milliers de milliards de dollars dans le système énergétique. Et il ne faut pas se tromper, cela aura un impact sur le coût de l'énergie. Tout cela n'est pas gratuit. C'est la question fondamentale : à quel rythme pouvons-nous aller ou devons-nous aller ? Ce ne sont pas simplement les leaders du monde qui peuvent le décider. Cela se fait aussi avec les citoyens et les consommateurs. C'est ce dialogue qui a du mal aujourd'hui à s'instaurer sereinement. Il est vrai que les citoyens et consommateurs ne sont parfois pas totalement cohérents entre les jeunes qui vont dans la rue mais qui veulent aussi que l'énergie ne soit pas chère.

Thierry de Montbrial

Merci Patrick.